

feraient perdre de vue les faits généraux, les plus dignes, après tout, d'arrêter notre attention.

Après avoir poussé à bout ce système d'extorsion déguisée, les Anglais en vinrent à être contraints d'administrer eux-mêmes les provinces sur lesquelles leur domination s'était établie par degrés. Leur premier pas dans cette voie fut l'occupation financière du Bengale, dont ils avaient plusieurs fois choisi le souverain, et dont ils finirent par accaparer les impôts, sous le titre modeste de fermiers. Le commandement de l'armée fut ôté au nabab. L'administration fut confiée à un fonctionnaire choisi par les Anglais ; bref tous les pouvoirs qui constituaient la souveraineté passèrent dans les mains de la Compagnie, dont les actionnaires devenaient ainsi les véritables rois de trois grandes provinces.

Cet événement, tout nouveau dans l'histoire du monde, fut loin de produire une sensation en rapport avec son importance. Il se passait à 3,000 lieues de l'Europe, et encore aujourd'hui, malgré les progrès immenses de la circulation intellectuelle, nous avons peine à voir de si loin : — C'est un malheur, dit quelque part un historien de Robert Clive ; c'est un malheur de faire de grandes actions loin de l'Europe. On ne s'éloigne pas impunément de cette contrée inquiète et retentissante qui, depuis 3,000 ans, est le centre de toute gloire et de toute civilisation.

Clive lui-même se rendait compte de cette indifférence et en demandait raison à son pays : la Compagnie, disait-il en plein parlement, a acquis un empire plus étendu qu'aucun des royaumes de l'Europe (la France et la Russie exceptées). Elle est entrée en jouissance d'un revenu de 4 millions sterling (100 millions de francs). Il semblait naturel de penser qu'un tel événement fixerait l'attention des directeurs ; qu'on s'occuperait de réviser la charte de la Compagnie ; qu'on adopterait un plan de gouvernement : eh bien ! non, vraiment non. On a regardé tout cela, non comme une chose substantielle et solide, mais comme une bulle d'écume née de l'Océan-Indien."

Un sentiment honorable se mêlait à cette aveugle insouciance. L'opinion, effrayée par les moyens odieux qu'employaient sans scrupule les conquérants de l'Inde, repoussait des acquisitions faites aux dépens de l'honneur national. On en pesait d'ailleurs les embarras et les dangers ; on redoutait l'énorme ascendant que donnerait à la Compagnie l'immense pouvoir dont elle allait disposer, et l'administration des pays conquis restait en ses mains. Son patronage — le patronage d'une réunion de marchands — allait balancer celui de l'aristocratie tout entière. Son influence sur le parlement dominerait l'ascendant de la couronne.

Que si l'on ôtait à la compagnie ce pouvoir énorme qui créait, contrairement aux principes élémentaires de la politique, un empire au sein de l'empire, le laisserait-on à la couronne, et que deviendraient alors les résistances parlementaires ? Le donnerait-on au parlement ? c'en était fait de la prérogative royale.

En face de ces difficultés, de ces conquêtes trop rapides au gré même de ceux qui les avaient faites ; en face de ces fortunes scandaleuses dont elles encombraient le pays, et qui semblaient appelées à démoraliser la société, les esprits les plus fermes hésitaient, effrayés. On eut certainement la pensée de reculer. Mais Clive, mais Warren Hastings, tout en déplorant, comme une nécessité fatale, l'aggrandissement que leur devait l'Angleterre, — tant ils étaient dominés par l'opinion, — démontraient avec force les dangers d'une abdication. — "Peu

importe, disait ce dernier, de savoir si la nation ou la Compagnie a gagné à ce que cette dernière, de commerciale qu'elle était, soit devenue politique : reculer est impossible dans la voie périlleuse où les événements l'ont engagée. Il lui est interdit maintenant de revenir à son ancienne condition d'association mercantile sans pouvoir et sans armée."

En les maudissant, — on les maudissait alors, — il fallait bien reconnaître que ces hommes avaient raison. Cependant, si le parlement avait eu à se décider sur la conservation ou l'abandon des possessions anglaises dans l'Inde, sans nul doute une grande majorité se serait prononcée pour cette dernière mesure. Les législateurs auraient pensé, — comme le cabinet de Versailles vingt-cinq ans plutôt, — que l'abandon de toute influence politique dans la péninsule indienne était un acte de haute sagesse. Les bills proposés tour à tour par Fox et par Pitt sur le gouvernement de l'Inde portent l'empreinte de cette façon de voir. Le dernier qui fut adopté par le parlement posait cette règle suprême : "que tout projet de conquête dans l'Inde répréhendait également au désir, à l'honneur, à la politique de la Grande Bretagne." Ce bill interdisait au gouverneur-général toute espèce d'hostilité non autorisée au préalable par la Cour des Directeurs, et aussi toute alliance avec les princes indigènes, etc., etc.

Mais il arriva de cette règle ce qui arrive de toute mesure politique en désaccord avec la réalité des faits. Elle était dominée par la nécessité d'être, de résister aux attaques du dehors, d'établir entre les autres puissances de la péninsule indienne un bon accord ou du moins un équilibre qui permit à la compagnie d'accomplir paisiblement sa mission commerciale. Aussi vit-on les hommes les plus disposés à l'accepter, — lord Cornwallis, par exemple, — réduits à éluder cette loi mal faite. Elle suffisait cependant pour paralyser en grande partie l'influence anglaise ; elle dégoutait les princes indiens d'une alliance sans utilité pour eux, du moment qu'elle se bornait à établir des rapports pacifiques ; et après quelques années d'épreuve, pendant lesquelles la domination anglaise dans l'Inde faillit être compromise à jamais, la nécessité apparut de substituer au système compliqué de contre-poids et de balance politique, le système adopté jadis par Duplex, pratiqué par Clive et Warren Hastings, celui des alliances subsidiaires avec les princes indiens, et de l'arbitrage politique dans toutes les querelles de souverain à souverain : système qui conduisit à la conquête.

Ce fut la gloire de lord Wellesley (alors comte de Mornington), que de rompre avec les nouveaux précédents pour revenir à la politique ancienne, et de faire accepter à son pays ces aggrandissements redoutés, mais nécessaires, dont il s'enorgueillit aujourd'hui.

La France entra pour beaucoup dans ce changement de politique. Depuis la ruine de l'empire français, un grand nombre d'officiers, encore animés par l'esprit des Bussy et des Duplex, erraient dans l'Inde, offrant leur épée aux ennemis des Anglais. Raymond avait formé pour le Nizam un corps d'armée discipliné à l'europpéenne, et commandé par une cinquantaine d'officiers français. Tippoo-Sahib recherchait l'alliance du gouverneur de l'île de France, et proclamait la sublimité de la constitution républicaine. Il appelait à lui, du même vœu, les Afghans et nos compatriotes, ses alliés naturels contre l'Angleterre, qui, dans l'intérêt de la balance politique, lui avaient enlevé fort imprudemment la moitié de ses états. Enfin, l'expédition préparée contre l'Egypte était attendue sur les bords de l'Indus, et lord

Wellesley se préparait à combattre Bonaparte. Ce furent les appréhensions causées par toutes ces circonstances réunies qui le déterminèrent à modifier complètement la direction donnée à la politique anglaise dans l'Indostan. Pour éloigner les Français du Nizam, il consentit à renouveler avec ce prince une alliance offensive et défensive, contrairement aux principes du bill que nous avons analysé plus haut. Quand il connut, par une inconcevable indiscretion du gouverneur de l'île de France, les dispositions hostiles de Tippoo-Sahib, il n'hésita pas un instant à lui déclarer la guerre, sans l'autorisation préalable exigée par la même loi. Bref, il viola audacieusement la lettre de son mandat, pour n'obéir qu'à l'esprit de la haute mission qui lui était confiée ; et cette politique seconde rendit aux Anglais leur influence près de disparaître.

En peu de temps, les trois grandes puissances de l'Inde, — le Nizam, le Mysore et la confédération maharatte, — subirent ce joug déguisé qu'on leur imposait sous le nom d'alliance subsidiaire. Par suite de ces alliances, chaque souverain se trouvait entouré de troupes anglaises, soi-disant à sa solde, mais qui étaient entretenues par la compagnie, au moyen de subsides payés par ces princes. Le corps auxiliaire destiné à protéger l'allié de l'Angleterre contre toute attaque de l'extérieur, lui donnait en même temps le pouvoir d'opprimer ses sujets sans craindre leur rébellion. Mais, en revanche, ce dangereux instrument d'oppression le plaçait lui-même, à l'égard de ses terribles alliés, dans une dépendance chaque jour plus complète ; et après quelques années, il n'était plus qu'un fantôme de roi que le moindre exorcisme de la compagnie faisait rentrer dans le néant. Il n'est pas possible d'exposer dans un cadre aussi étroit que le nôtre les résultats particuliers de cette politique, suivie avec une persévérance inexorable. Disons seulement qu'elle fut l'instrument de la conquête à laquelle l'Angleterre s'était enfin résignée, non sans peine. Tous les hommes d'état envoyés dans l'Inde avec mission de ramener la politique anglaise au principe le plus populaire, c'est à dire au système de neutralité, à peine en face des difficultés, subissaient à leur tour l'entraînement fatal, et pliaient devant la nécessité de prédominer. La paix était à ce prix.

Sir Georges Barlow, lord Minto, et bien d'autres encore, dans une sphère inférieure, furent ainsi convertis par les faits, aux mesures qu'ils avaient blâmées et qu'ils étaient chargés de contrarier. Le jour vint enfin où, sur les ruines de la confédération maharatte, le marquis de Hastings proclama hautement la prépondérance politique de l'Angleterre, admise comme base de la politique indienne.

La conquête était accomplie. Bon gré mal gré, désormais, tout Anglais devait s'y associer, et sous aucun prétexte le gouvernement britannique ne pouvait se dispenser d'en assurer les bases définitives. Des mesures qu'il allait prendre à cet égard dépendrait le bonheur ou le malheur d'un peuple immense, de générations sans nombre, appelées à subir ses lois, bonnes ou mauvaises.

Ce peuple était façonné au joug. L'islamisme victorieux pesait sur lui depuis Timour-Khan et Sultan-Baher. Une nation tout entière s'était précipitée sur les traces des conquérants méglés dans la péninsule indoue, et s'y était paisiblement constituée à côté de la race indigène, sans porter atteinte à ses lois, à son culte, à ses coutumes locales ; ces deux peuples, l'un soumis à l'autre, co-existaient sur le même sol sans se mêler, sans se haïr, dans un état singulier de tolérance pacifique et de concessions volontaires. Le village indou, — cette institution fraternelle dont l'origine se perd dans

